

[15 mars 1951] (p. 1987). — Obtient des congés [8 février 1949] (p. 399), [17 janvier 1950] (p. 278), [15 mars 1951] (p. 1987). — Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [5 avril 1951] (p. 2741).

GINESTET (M. Edmond), (*Député de l'Aveyron*).

Son élection est validée [15 septembre 1948] (p. 6539). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [30 novembre 1948] (p. 7302), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [30 novembre 1948] (p. 7302), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

Dépôts :

Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement de la taxe de séjour dans les stations climatiques pendant la durée de leur hospitalisation les malades de la sécurité sociale, **n° 7890**. — Le 21 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'Aveyron, victimes de la grêle et de la sécheresse persistante, **n° 7968**. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, **n° 9302**. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le taux de la redevance sur le charbon, **n° 10807**. — Le 23 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10714) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de

l'Etat et des Services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, **n° 11762**. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11885) portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, **n° 12975**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines; Art. 5 : *Son amendement tendant à majorer l'allocation au décès pour les orphelins de moins de 16 ans* [26 novembre 1948] (p. 7281); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur : *Ses explications de vote sur l'article unique* [9 décembre 1948] [9 décembre 1948] (p. 7461); — du projet de loi portant fixation des maxima de dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 14 bis : *Amendement de M. Camille Hugues relatif au recouvrement des confiscations sur profits illicites* [23 décembre 1948] (p. 7932); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'intérieur : *Discussion générale (Ses observations sur les sanctions prises contre les mineurs grévistes)* [30 décembre 1948] (p. 8126, 8127). — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120), [24 février 1949] (p. 917, 918), [31 mai 1949] (p. 3012). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre lui-même : *Discussion générale (Ses observations sur les incidents du bassin de Decazeville lors des grèves des mineurs d'octobre et novembre 1948 et son action en qualité de maire d'Aubin)* [11 février 1949] (p. 539, 540, 541); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1887); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1 000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (Ses observations sur les subventions à l'enseignement privé)* [6 avril 1949] (p. 2135); Chap. 113 : *Traitement des fonctionnaires de préfecture, secrétaires de mairie* (p. 2141); Chap. 312 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement pour les dépenses de transport de la Sécurité nationale*

(p. 2155, 2156); Chap. 500 : *Subventions de l'Etat à la préfecture de la Seine* (p. 2157); Chap. 605 : *Services du Journal officiel aux mairies des chefs-lieux de canton* (p. 2163); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le chômage dans l'industrie gantière)* [24 mai 1949] (p. 2857, 2858). — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1949] (p. 3914). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9039 : *Son amendement tendant à augmenter de 200 millions les subventions aux collectivités locales pour le réseau routier départemental et communal* [5 juillet 1949] (p. 4188, 4189); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 38 bis : *Amendement de M. Gabelle tendant à faciliter les emprunts des collectivités locales en leur permettant d'accepter la remise de titres d'un taux moins élevé* [7 juillet 1949] (p. 4378); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Amendement de M. Hugues tendant à définir les entreprises intégrées* [23 juillet 1949] (p. 5118); *Amendement de M. A. Petit tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour la taxe locale* (p. 5119, 5120); *Sous-amendement de M. Simonnet relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages* (p. 5121, 5122); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Amendement de M. Goudoux tendant à reprendre le texte voté en première lecture relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kilowatts-heure par an* [30 juillet 1949] (p. 5605, 5606, 5607); — du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Valentino relatif aux droits de police des préfets dans les départements d'outre-mer* [4 novembre 1949] (p. 5988); Art. 3 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux* (p. 5988); — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6005); Art. 14 : *Son amendement tendant à faire déterminer par le Comité paritaire national*

les catégories de fonctionnaires pour procéder à l'élection des délégués du personnel [1^{er} décembre 1949] (p. 6493); Art. 15 : *Son amendement relatif aux modalités des élections des représentants du personnel* (p. 6494); Art. 19 : *Son amendement tendant à ajouter à l'âge limite pour le recrutement une année par enfant à charge* (p. 6504, 6505, 6524); *le retire* (p. 6524); Art. 21 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement* (p. 6528, 6529); Art. 21 bis : *Son amendement tendant à inclure les charges de famille* [2 décembre 1949] (p. 6588); *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le Comité paritaire national* (p. 6589); Art. 24 : *Amendement de M. Cristofol relatif à la fixation des éléments pour la détermination des notes* (p. 6592); Art. 31 : *Son amendement tendant à permettre une amnistie pour certaines sanctions disciplinaires* (p. 6593, 6594); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6061); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excès de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente* (p. 6066); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7526); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à la majoration de 25 0/0 de la taxe locale* (p. 7532). — Ses rapports sur des pétitions [2 janvier 1950] (p. 17), [1^{er} février 1950] (p. 868). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projets de Mme Peyroles, MM. Capitant et Betolaud tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* [24 février 1950] (p. 1417); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er} : *Son rappel au Règlement* [3 mars 1950] (p. 1867). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes*) [23 mars 1950] (p. 2285). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux vic-times de guerre* [30 mars 1950] (p. 2670, 2671);

— d'une proposition de loi relative au Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1^{er}: *Amendement de Mme Reyraud tendant à limiter les cotisations à 8 francs par hectolitre* [30 mars 1950] (p. 2674); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR: *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4055, 4056); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Allonneau* (p. 4062); Chap. 5040: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions exceptionnelles aux collectivités locales* (p. 4084); Chap. 5050: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux collectivités locales (Atteintes par faits de guerre)* (p. 4084); Chap. 507: *Amendement de M. Ballanger tendant à rétablir pour mémoire le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* [1^{er} juin 1950] (p. 4096); Chap. 5170: *Péréquation des pensions des sapeurs-pompiers* (p. 4099); — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée; Art. 2: *Amendement de M. Minjot tendant à ne prévoir d'inscriptions à l'ordre du jour de projets ou de propositions non rapportés, que par la Conférence des présidents* [17 octobre 1950] (p. 6928); Art. 4: *Procédure des demandes de discussion d'urgence* (p. 6929, 6930). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1950] (p. 7483), [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 9: *Son amendement tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* [16 novembre 1950] (p. 7829, 7830, 7831); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution; Article unique: *Révision de l'article 52 relatif à la formation du Cabinet en cas de dissolution* [30 novembre 1950] (p. 8368); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3: *Participation de l'Etat au Fonds de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 204, 205); *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 206). — Son rapport sur une pétition [12 janvier 1951] (p. 340). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Son rappel au règlement (Son droit à la parole)* [2 février 1951] (p. 697); — du projet

de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR: *Discussion générale* [6 février 1951] (p. 787); Chap. 1030: *Personnel technique contre l'incendie (Retraite des sapeurs pompiers de Paris)* (p. 810, 811); Chap. 1180: *Personnel auxiliaire des préfetures* (p. 814); Chap. 1240: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale* (p. 815, 816); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale (Création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité)* [13 février 1951] (p. 1052, 1053); Chap. 1260: *Personnel auxiliaire de la Sûreté nationale* (p. 1059); Chap. 1280: *Son amendement tendant à annuler l'indemnité forfaitaire de danger des C. R. S.* (p. 1060, 1061); Chap. 3160: *Son amendement tendant à réduire de 2.520.000 francs les crédits pour le matériel de la Sûreté nationale* (p. 1081); Chap. 3190: *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le service des transmissions* (p. 1082); Chap. 3230: *Achat et entretien de matériel automobile* (p. 1093); *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer les crédits de ce chapitre* (ibid.); *Son amendement tendant à réduire de 120 millions les crédits de ce chapitre* (p. 1094); Chap. 3240: *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 1094, 1095); Chap. 5020: *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1166, 1167); Chap. 5150: *Subventions aux foyers et œuvres de secours pour les algériens (Misère des algériens, saisie du journal l'Algérie Libre et brutalités de la police contre des manifestants algériens)* (p. 1172, 1173, 1174, 1175); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4140: *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (Assistance aux infirmes)* [5 mai 1951] (p. 4593); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du Règlement relatif au quorum: *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1470); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1501, 1502, 1503, 1504); Art. 6: *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'appariement de deux listes* [15 mars 1951] (p. 1998, 1999); Art. 13: *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu 70 0/0 des voix* [21 mars 1951] (p. 2331, 2332); Art. 1^{er} bis: *Son amendement tendant à*

maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de quatre députés (p. 1412); *Amendement de M. Marius Cartier tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de cinq députés* (p. 2413); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à ne pas radier des listes électorales les condamnés à moins de six mois de prison* (p. 2455, 2456); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote (Truquage du scrutin de liste majoritaire avec apparentements)* [26 avril 1941] (p. 4050, 4051). — Est entendu sur une question de M. Thamiér à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme relative aux transports ferroviaires dans la région de Cahors [23 février 1951] (p. 1564). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2292, 2293); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le vote de l'Assemblée Nationale accordant 800 francs par habitant aux communes pauvres* (p. 2294); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 47 : *Son amendement tendant à accorder aux maires le pouvoir de maintenir la rémunération des agents malades* [16 avril 1951] (p. 3338); Art. 66 : *Amendement de Mme Sportisse relatif au cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles* (p. 3344); Art. 82 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 3347); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3351, 3352); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer « majoritaire »* [28 avril 1951] (p. 4193); *Son amendement tendant à supprimer l'appareillage des listes et le panachage* (p. 4193); Art. 13 : *Amendement de M. Simonnet tendant à aménager la représentation des listes apparentées même si elles ont en moins 5 0/0 des voix* (p. 4198); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; ANCIENS COMBATTANTS, Chap 6020 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés présentée par Mme Claeys* [5 mai 1951] (p. 4623); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Art. 1^{er} : *Son rappel au Règlement (Disjonction des amen-*

dements communistes) [18 mai 1951] (p. 5441); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 73 : *Majoration de 15 0/0 des allocations de la Caisse de sécurité sociale dans les mines* [22 mai 1951] (p. 5764).

GINOLLIN (Mme Denise), *Député de la Seine (3^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). Est élue vice-présidente de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 965). — Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée Juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196). [4 mai 1948] (p. 2484). — Est nommée membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers, et afin d'aménager la zone, n° 143. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la mise en régie autonome des Halles Centrales de Paris, n° 272. — Le 13 mai 1948,